

24 OCTOBRE 1989 : LE DERNIER GRAND DU XXE SIECLE

« Pardonnez-moi, je m'emporte, mais c'est parce que vous êtes un ami !... »

Et mon interlocuteur a un sourire auquel il serait difficile de résister...

Je crois maintenant bien le connaître. Je l'ai déjà rencontré à sa demande, il y a deux ans, mais aujourd'hui, c'est de Pologne qu'il veut me parler. Je suis seul cette fois avec lui dans sa grande bibliothèque. C'est le même homme, mais entretemps, depuis notre premier entretien en décembre 1987, le monde a changé. Cet homme est en train de renverser l'empire soviétique et de libérer ses satellites d'Europe de l'Est. Il le fait à mains nues, sans la moindre division, aurait dit Staline, avec ce haussement d'épaules qui est resté dans l'histoire. Je devrais être intimidé, coincé peut-être ; mais l'accueil est tel, fait d'ouverture, de chaleur, d'attention, d'attente confiante perceptible au premier contact, que l'on se sent comme hissé, de plain-pied avec lui. C'est ainsi que notre conversation, conclue dans cet échange vif, s'est engagée.

On l'a compris, l'homme que je rencontre, ce 24 octobre 1989, est le pape Jean-Paul II. Qu'ai-je donc fait pour qu'il s'emporte ? Revenons donc à notre première rencontre.

J'imagine que, pour la plupart des hommes, des rencontres entre le Vatican et le FMI relèvent de l'improbable. L'un s'occupe de ce qu'il tient pour le Royaume de Dieu et sa venue dès maintenant en ce monde,

en appelant les hommes à agir en frères ; l'autre, de technique monétaire, prêchant « à temps et à contretemps » les grands équilibres et une gestion sage des économies. Ajoutons que le grand principe de laïcité des institutions publiques et le « rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » de Jésus de Nazareth font bon ménage. Comme chrétien -et qui plus est, ancien fonctionnaire français- j'ai une conception très claire de la laïcité des institutions et je veille à ce que, dans ce domaine comme dans d'autres, le FMI soit irréprochable. Je n'avais donc pas inscrit le Vatican à mon programme initial de rencontres à travers le monde. L'occasion m'en fut offerte par la publication par la « Conseil pontifical Justice et Paix » le 27 décembre 1986, d'un document formulant quelques reproches au comportement du Fonds et de ses agents.

En cette fin d'année 1986 et depuis plusieurs mois, la question de la dette d'Amérique latine est dans l'impasse. Ce texte veut offrir une approche éthique de l'endettement international. Son analyse est parfaitement lucide ; il est réaliste dans ses conclusions. Mais il dérange. Un peu partout, les banquiers réagissent avec plus ou moins d'aigreur. Les gouvernements latino-américains jubilent. En France, André de Lattre qui dirige le centre de formation de l'Association française des banques, marque ses réserves avec une courtoise fermeté. Au FMI où je prendrai mes fonctions dans quinze jours, on tord le nez. On découvre en effet, au détour d'un paragraphe, une phrase qui semble ignorer les services qu'il rend dans des conditions difficiles. Il y est dit « qu'en plusieurs cas, ses décisions ont été mal reçues par les pays en difficulté, leurs dirigeants et leurs opinions publiques ; elles pouvaient

apparaître imposées de façon autoritaire, technocratique et sans suffisante considération des urgences sociales et des spécificités de chaque situation. Il conviendrait que le dialogue et le service de la collectivité soient manifestés comme valeurs guidant ses actions ».

Ces phrases ne sont pas sans fondement. Il n'empêche ! Pour des agents dévoués et compétents, si souvent à la peine et traités en « boucs émissaires » des malheurs du monde, les qualifier de technocrates est le mot de trop ! Tout cela aurait pu être vite oublié, mais il se trouve que je connais un peu le président de ce Conseil pontifical, l'ancien archevêque de Marseille, le cardinal Etchegaray ; Espelette, son village tellement aimé où on le rencontre au mois d'août, n'est qu'à quelques kilomètres de Bayonne, ma ville natale. Je sens donc que la moindre des choses est de lui rendre visite, d'en débattre avec lui et d'essayer de faire mieux comprendre au Vatican la dure condition des gardiens de la sagesse monétaire mondiale. Le cardinal -que j'avais déjà rencontré à quelques reprises- accueille cette idée avec cette ouverture d'esprit, ce goût du contact qui lui fera arpenter le monde et échanger avec la terre entière, de Fidel Castro à Saddam Hussein, des favelas et des *villas miserias* d'Amérique latine aux églises inondées de sang du Rwanda... Ce fut une vraie rencontre et le début d'une grande amitié. Il fut, sans aucun doute, à l'origine du souhait de Jean-Paul II de me rencontrer.

Rome, 21 décembre 1987

Depuis un an, je dirige le FMI. D'entrée, le pape m'installe tout près de lui, au coin de sa table, pour échanger comme deux amis, loin du

face à face officiel¹. Il me dit combien il est heureux de cette occasion de mieux comprendre le fonctionnement d'une institution dont l'horizon - comme le sien- est mondial. Il en discerne l'importance, mais on lui en dit souvent du mal. Il évoque la note de « Justice et Paix ». Il ne s'attendait pas à ce que je lui en dise du bien, ce que je fais pourtant. J'en profite pour lui expliquer la condition particulière du Fonds dans le système institutionnel mondial. Comme il connaît l'importance de nos rapports semestriels sur la situation économique du monde, les *World Economic Outlooks*, je lui donne quelques clés de nos analyses pour identifier les interactions systémiques et faire mieux saisir par les grandes puissances -sans grand succès- la portée positive ou négative de leurs politiques intérieures sur leurs voisins.

Nous en venons aux grands problèmes du moment. Je sens combien il est attentif à ce qui se passe à l'Est : jusqu'où peut aller Gorbatchev ? En Pologne, « Jaruzelski est un homme intelligent, vous savez, mais prisonnier de son système... ». D'autres problèmes occupent aussi son esprit : l'Amérique latine surtout, plongée dans les débats suscités par la « théologie de la libération », en proie à une crise de la dette tellement présente à son esprit que, lui qui parle si bien notre langue, ne l'évoque que comme la « *deuda* » ; et puis l'Afrique et les pays les plus pauvres...

Je retiens plusieurs éléments de cette première conversation. D'abord, son intense concentration dans notre échange. Ce « pape qui scrute l'histoire » -et le monde- comme le dira le fondateur de Sant'Egidio, Andrea Riccardi, dans sa magnifique biographie, s'intéresse

¹ Je raconte cette rencontre sur la base du « verbatim » que nous avons écrit Brigitte et moi, dans notre voiture, à peine sortis du bureau du Saint Père. J'avais dû violer quelques règles protocolaires vaticanes pour que Brigitte assiste à cette rencontre ; je m'en réjouis encore.

à nos méthodes d'analyse pour repérer ce qui est essentiel, les phénomènes d'influence systémique, nos méthodes de surveillance et de classement des pays. Deux ans plus tard, il s'y référera lors d'une nouvelle conversation en me disant : « Vous savez, votre grille de classement et d'observation, je l'évoque ici avec mes collaborateurs... ». Mais lui, évidemment, ne s'en tient pas aux seules réalités économiques et sociales. Dans le déroulement entremêlé des événements, il « scrute et vénère un mystère ». Une sereine certitude l'habite. Ces formidables ébranlements mondiaux n'altèrent pas la paix et l'assurance dont il rayonne, vivant une invincible complicité avec celui qui « est vainqueur du mal ».

C'est un homme de rencontres. Elles sont pour lui un besoin vital. Tout naturellement, il teste ses intuitions et partage avec ses visiteurs les pensées qu'il « rumine » en préparation de ses enseignements les plus importants. Paul VI voulait une Église-conversation. Jean-Paul II est un Pape-conversation.

Comme nous sommes, en cette fin 1987, à la veille de la publication de sa grande encyclique *Sollicitudo Rei Socialis*, il revient - comme martelant des certitudes longuement mûries- sur les thèmes qu'il y développe : l'opposition entre le collectivisme et l'économie de marché, l'exigence de faire reconnaître par les États le droit à l'initiative économique, leur devoir de respecter la créativité du citoyen... « La réforme que vous essayez de promouvoir dans les pays de l'Est ne sera-t-elle pas étouffée par l'État totalitaire ? ».

« Regardez mon pays, me dit-il. Nous avons un capitalisme d'État ; il cumule donc les défauts des deux systèmes ! Dans cet univers

d'économie planifiée, tout est gouverné, mais tout est assoupi, rien ne change, rien ne naît, rien ne bouge ! Et regardez ce pays, l'Italie où j'habite maintenant, le gouvernement et les institutions y sont faibles, mais partout, des entreprises naissent, tout fleurit ! ».

Il souligne enfin ce qu'il appelle le « rapport d'universalité » entre les peuples, le devoir pressant des personnes et des gouvernements des pays les plus avancés à l'égard des pays les plus pauvres, le lien entre œuvres de justice et de paix. Je lui parle de nos efforts pour mettre en place des instruments plus efficaces pour cela -notre *ESAF*²- et tant d'autres initiatives en cours. Il me parle de pays précis : la Bolivie, Haïti, le Sri Lanka... Depuis un moment, toutes les cinq minutes, un Monsignore entrouvre la porte comme pour signifier la fin de la rencontre ; il l'ignore, et puis finit à se ranger à ces rappels. « Il faudra que nous nous revoyions », me dit-il...

Je garde un souvenir très vif aussi de la seconde rencontre dont le début de ce chapitre vient d'évoquer la conclusion. Nous sommes moins de vingt jours avant la chute du Mur de Berlin. Il sent que ce moment qu'il attendait avec une telle ferveur approche. Il devine qu'il se produira plus tôt que la plupart des chancelleries ne le prévoient. Du coup, il demande à son nonce à Washington, Mgr. Pio Laghi, de me prier de venir le voir. Il est soucieux de savoir comment les efforts des pays de l'Est pourront être soutenus par la communauté mondiale. Il mesure le défi qui se profile à l'horizon, le formidable désordre, les violences peut-être, qui pourraient suivre l'effondrement du système du COMECON. Celui-ci se prétend un instrument de coopération mais il n'est qu'au

² ESAF : *Enhanced Structural Adjustment Facility* (facilité d'ajustement structurel renforcée)

service du plus fort ; il est donc voué à disparaître. Comment le remplacer ? En un mot, pour Jean-Paul II, c'est très simple (il le dira plus diplomatiquement au paragraphe 28 de son encyclique *Centesimus Annus* de 1991) : pour ces pays, c'est à ce moment « que la véritable après-guerre commence ». Ces pays sont de nouveau en 1945. Il faut donc rebâtir sur les ruines de la guerre et, simultanément, effacer les lourdes séquelles du collectivisme.

Il m'accueille avec chaleur. Il me demande des nouvelles de Brigitte et de ma famille puis, comme retenant son émotion, évoque « tous ces mouvements à l'Est ». Il est clairement très informé et aucun doute ne l'effleure : une irrésistible dynamique de libération s'engage. Il en mesure tous les risques, mais une formidable espérance l'habite. Encore faut-il que les hommes se mobilisent pour qu'en cette heure le monde soit à la hauteur de l'Histoire, que les violences soient évitées, qu'en un grand élan les générosités se libèrent.

« On me dit que le FMI va être chargé de coordonner les efforts des pays de l'Ouest pour aider le changement à l'Est ; comment voyez-vous cela ? ».

Je lui dis que je ne sais pas jusqu'où ira notre pouvoir de coordination mais que je partage son analyse et ses espoirs. Une fois de plus, ce qui va se passer en Pologne va être décisif pour l'histoire du monde. Dans la communauté des institutions multilatérales -Commission européenne, Banque mondiale, FMI-, nous mesurons bien toute la difficulté de la tâche du nouveau gouvernement polonais confronté à une triple calamité : la dette qui n'a servi à rien, l'inflation galopante, une totale inadaptation à une économie de liberté. Tout le monde autour de

moi est conscient de l'enjeu. Nous sommes tous dans l'enthousiasme devant une pareille tâche ; nous allons faire le maximum... pourvu que nos États-membres nous suivent et nous en donnent les moyens.

« Mais quoi, plus précisément ? », me demande-t-il. J'entreprends de lui expliquer la panoplie de nos instruments, les procédures que nous voulons accélérer et simplifier, des prêts aux meilleures conditions. Je ne lui cache pas ma crainte qu'après l'engouement des débuts, le soutien international ne s'essouffle même si, comme nous y sommes décidés, nous faisons l'impossible pour qu'il reste à la hauteur des enjeux. Pour ce qui est du Fonds, nous maintiendrons nos prêts...

« Des prêts ? Mais c'est de l'argent qu'il faut donner à la Pologne ! Oui, donner ! ».

Et là, il n'y va plus par quatre chemins : c'est le patriote polonais qui parle ; c'est un appel qui vient du fond de son être, sa voix-sourde se fait pressante :

« Il faut aider massivement la Pologne... Vous êtes français ; les pays d'Europe de l'Ouest -vous et les Anglais surtout- vous avez une lourde dette de responsabilités à l'égard de la Pologne ; il y a eu injustice à son égard. Vous et les Britanniques, vous nous avez abandonnés... Puis plus tard à Yalta (Yauta ! disait-il, mais peut-être oubliait-il que la France n'y était pas). Yalta aurait pu être un coup mortel pour la Pologne... si elle n'était immortelle ! Vous avez laissé pour quarante ans la Pologne sous l'emprise du totalitarisme soviétique... La Pologne a failli y perdre son âme ! Il y a là, pour vous et pour tous les pays de l'Ouest, une obligation de réparer... Je pense, ajoutait-il, que ces

hommes qui étaient à Yalta portent une très lourde responsabilité devant Dieu et devant l'Histoire. Cela a été une épreuve terrible. Il faut arracher la Pologne et ces pays à leur souffrance ; ils ont trop souffert, il faut les guérir, les rétablir à leur place en Europe... ».

A-t-il prononcé à ce moment-là le mot de « Plan Marshall », je ne puis l'assurer, mais l'idée était celle-là.

Je lui explique alors avec plus de détails ce que les organisations internationales, l'Europe, la Banque Mondiale et le FMI pourraient faire. Nous sommes bien conscients du défi historique que nous vivons, mais nous ne pouvons agir que dans le cadre de nos règles institutionnelles. Le ton alors devient plus vif ; je perçois l'émotion contenue de ses paroles : « Il ne faut pas prêter de l'argent à la Pologne, il faut lui en donner ! Vous devez faire que cette transition réussisse, sinon les communistes reviendront ! ».

J'explique alors qu'il faut respecter les statuts ! Il ne me dit pas qu'il faut les changer mais c'est tout comme... Je ne sais ce que je lui répons ; il résiste encore et c'est là qu'il me dit : « Voyez, je m'emporte un peu, mais c'est parce que vous êtes un ami !... ».

Il se reprend ; j'explique encore. Il reconnaît nos contraintes, mais il veut être certain que tout le possible sera fait. Je le rassure mais j'en profite pour observer -prenant peut-être le risque d'une réaction assez vive- que la Pologne devra aussi s'aider elle-même et mettre en place les structures d'un pays démocratique et d'une économie de marché, alors qu'elle tournait jusque-là au rythme désespérant d'économies

bureaucratisées. La réaction ne se fait pas attendre : « Ce n'est pas au reste du monde ou aux institutions internationales d'insister là-dessus ».

J'insiste pourtant : « Vous savez, Saint Père, les meilleurs amis de la Pologne signalent le besoin d'un changement culturel profond dans votre pays. On nous rapporte que bon nombre de Polonais travaillent à un rythme ralenti puisque leur travail ne sert -à leurs yeux- qu'à renforcer le système d'exploitation du COMECON qu'ils détestent. Il me réplique : « Oui, c'est sûr, mais laissez-nous nous charger de ce qui doit être une reconstruction spirituelle et civique du pays. Il faut, certes, susciter à nouveau une culture du travail et mobiliser le pays pour construire un nouvel avenir, mais c'est notre affaire ». Ce « nous » n'est pas un pluriel pontifical chez ce pape qui l'a abandonné pour le « je », mais c'est : « Nous les Polonais... », nous les pays d'Europe de l'Est, cet « autre poumon de l'Europe » qu'il ne dissocie pas de son pays dans son plaidoyer, « Nous l'Église... ».

Après cet échange sans fioritures entre le patriote Jean-Paul II et le gardien des règles de fonctionnement d'une institution internationale, la conversation devient un quasi-monologue où une autre préoccupation fondamentale du Saint Père se donne libre cours : « Qu'allons-nous faire de cette liberté retrouvée ? C'est bien ce que vous entreprenez au FMI et ce que font les gouvernements pour aider ces pays dans leur transition économique, mais il nous faut prendre garde à ce qu'un nouveau matérialisme, celui de la consommation à outrance, ne vienne se substituer au « matérialisme dialectique » que l'on a tenté de nous imposer pendant quarante ans... ».

À ce moment, il revient sur ces développements si nouveaux de l'encyclique *Sollicitudo Rei Socialis* sur les structures du péché dont l'économie de marché vers laquelle ces pays se tournent maintenant n'est pas exempte. Parmi ces structures, il rappelle pêle-mêle « le désir exclusif du profit à tout prix, la culture de consommation et toutes ces manifestations dégénérées du capitalisme ». Il en perçoit la menace. Peu à peu dans notre conversation, son ton a changé. Assuré lorsque nous parlions des perspectives immédiates de libération, rassuré quand nous évoquions le soutien de l'Ouest, sa profonde inquiétude maintenant est palpable alors qu'il évoque ce risque de substitution d'un matérialisme à l'autre ; le ton de nouveau se fait pressant. Il sait qu'il est presque seul, parmi les leaders du monde, à s'en soucier. Il voudrait que l'alarme retentisse ! Seul son ami agnostique Vaclav Havel y est clairement sensible et l'évoquera avec moi. Havel insistera sur la nécessité de ne pas seulement restructurer les économies mais les systèmes de valeurs sur lesquelles elles reposent, faute de quoi peu de choses auront changé...

J'ai cent fois évoqué cette conversation dans les mois qui suivirent avec mes amis, pour mieux essayer de comprendre en profondeur le message de cette personnalité hors du commun. J'en discuterai avec le cardinal Etchegaray et Andrea Riccardi que je rencontre dans notre travail commun au Mozambique. Sant'Egidio³, en effet, joue un rôle décisif dans les négociations secrètes pour le rétablissement de la paix dans ce pays, alors que le FMI travaille à faciliter la reconstruction et la remise en marche de son économie. L'un et l'autre soulignent la

³ Cette communauté fondée à Rome en 1968 par de jeunes chrétiens se consacrant initialement à des tâches d'assistance humanitaire dans les bidonvilles de la capitale italienne, a progressivement étendu ses engagements à l'Afrique où elle a joué un rôle majeur de médiation d'abord au Mozambique et dans divers autres pays.

dimension encore plus mystique que politique du pape Wojtyla. Andrea le dit très bien :

« Pendant plus de dix ans, Jean-Paul II s'est mesuré au communisme, jusqu'à la chute du Mur ». Il a été un pape « vainqueur » face à l'empire soviétique auquel, dans les années soixante-dix et quatre-vingt, la majeure partie des observateurs prédisaient une longue vie. A-t-il donc été un pape politique ? Ceux qui connaissent la dimension spirituelle, l'aspect mystique et la prière du pape Wojtyla ne peuvent qu'affirmer le contraire : la foi a été au cœur d'un pontificat centré essentiellement sur la communication du message de l'Évangile sous toutes les latitudes. Jean-Paul II était convaincu cependant que le christianisme représentait une force de libération de l'homme et des peuples : centré sur la dimension spirituelle, le christianisme pouvait parvenir à transformer l'histoire des nations. C'est bien ce qui s'est passé dans la « libération » de la Pologne vis-à-vis du communisme.

Je retiens, pour ma part, que ce pape mystique reste habité d'une conscience et d'une lucidité politique exceptionnelles. On les retrouve à tous les stades de son histoire dès ses années de jeunesse, puis d'épiscopat et de pontificat, dans sa résistance au communisme, mais aussi face aux problèmes de l'Amérique latine, de l'Afrique, de la Chine...

Le mystique n'étouffe pas, bien au contraire, le politique. Pourquoi ? Parce que Wojtyla est un homme, dans la dimension plénière du mot, polonais jusqu'au bout des ongles, engagé de toutes ses forces, de toute sa lucidité, de toute son intelligence, dans le combat pour l'homme, et d'abord sa liberté et celle de son pays. Oui, polonais avant

tout, lié charnellement à son pays comme Péguy l'était à la France, d'un lien qui ne se discute pas. Il y avait une dimension mystique même dans son attachement à sa patrie. Une mystique, comme chez Péguy, pétrie d'espérance, quelles que soient les cruautés de l'histoire.

Jean-Paul II savait mieux que quiconque ce qu'espérer veut dire, là où aucun espoir humain ne parvient à percer. Ce n'est pas pour rien que jeune étudiant, il avait consacré son premier mémoire de théologie à un autre poète, Jean de la Croix qui, lui, chantait la Foi : « *Aunque de noche...* »⁴. La force de la « petite fille Espérance » chez ce patriote, maintenant « saint » dans son Église, aura changé la face du monde.

Après cette rencontre d'octobre 1989, je veillais comme promis à ce qu'il soit tenu informé des développements dans son pays et dans les autres pays de l'Est. Je n'aurai plus, cependant, avec lui de contact véritablement personnel. Tout à la fin de sa vie, j'ai été invité plusieurs fois à venir participer à la messe matinale qu'il célébrait à sept heures et demie dans sa chapelle privée. Le rite était immuable. Quelques invités et les religieuses au service de sa maison étaient introduits dès sept heures. Le pape était déjà là. Il n'était que prière. Immobile. Lourde masse humaine, intimement reliée de toute évidence à tous ceux qui, dans le monde, peinaient, souffraient, priaient. Cet homme vivait un martyr : celui de sa fidélité à une tâche qu'il jugeait devoir mener jusqu'au bout de ses forces.

⁴ « Bien qu'il fasse nuit... ».

Je pense que tous ceux qui ont passé ces longs moments de silence auprès de lui ont songé aux mots de Jésus¹ s'adressant à Pierre quelques jours après la Résurrection, après leur déjeuner au bord du lac, le triple « Pierre, m'aimes-tu ? » et, après la triple réponse de Pierre : « Fais paître mes brebis. En vérité, je te le dis, quand tu étais jeune, tu mettais toi-même ta ceinture et tu allais où tu voulais ; quand tu auras vieilli, tu étendras les mains, et un autre te ceindra et te mènera où tu ne voudrais pas ». Et Jean, l'Évangéliste, ajoute : « Il signifiait en parlant ainsi, le genre de mort par lequel Pierre devait glorifier Dieu. Ayant dit cela, il lui dit : « Suis-moi ». Pour qui avait eu la chance de le rencontrer dans tout l'éclat de son intelligence et d'une vigueur physique que même la balle tirée à bout portant ne semblait pas avoir altérée, ces moments étaient bouleversants. Oui, il n'était que prière et offrande, cette offrande dont parle Teilhard de Chardin, la plus difficile de toutes, celle de nos passivités, de nos diminutions, après celle de tous les combats d'une vie la plus remplie qui soit. Le « dernier grand du XXe siècle² » s'éteignait. Auprès de lui, à ces moments-là, on ne pouvait être que silence et humble communion, dans le souvenir de tous les combats qu'il avait menés pour la paix dans le monde, de tous les enseignements dispensés pour ouvrir les voies d'une mondialisation plus humaine.

¹ Au chapitre 21 de l'Évangile de Jean.

² L'expression est d'Andrea Riccardi, le fondateur de la Communauté de Sant'Egidio, qui l'a bien connu.